

Développement agricole et rural / Pêche

Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale



Le pictogramme en couleur signale l'objectif concerné parmi les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Après une forte montée en 2008, les prix des denrées alimentaires ont atteint des sommets en 2011 et en 2012 et ils continuent d'augmenter. Cette envolée des prix alimentaires exerce une menace sur la sécurité alimentaire des pays en développement. Cela a un impact particulièrement fort sur les populations pauvres, urbaines mais aussi rurales, telles que les petits agriculteurs et pêcheurs dont la production ou les prises ne suffisent même pas à subvenir à leurs propres besoins alimentaires.

La JICA déploie une coopération pour répondre aux problèmes liés au développement agricole, rural et maritime. Le but est de contribuer à l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à « éradiquer la pauvreté extrême et la faim » et aux objectifs de développement durable qui prendront leur suite en offrant une aide pour la production et l'approvisionnement alimentaires ainsi qu'en matière de nutrition aux habitants des zones rurales et urbaines.

Développement agricole et rural

● Situation générale

Le contexte du développement rural et agricole a largement évolué, notamment sous l'impulsion de la mondialisation rapide, du changement climatique, de l'explosion des prix alimentaires, de la demande croissante en biocarburants, des changements d'habitudes alimentaires qui accompagnent l'augmentation des revenus, de la participation accrue du secteur privé, de la compétition mondiale pour les terres cultivables et de la réhabilitation post-conflit. Dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs représentent la majorité de la population et les trois quarts des pauvres vivent dans les zones rurales. C'est pourquoi les résidents ruraux des pays en développement sont profondément affectés par ces changements.

Approvisionnement alimentaire stable

Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans les pays en développement se situerait toujours à un niveau élevé, autour de 805 millions d'individus, entre 2012 et 2014. Par conséquent, la première cible de l'objectif 1 des OMD, qui vise à réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et

2015, risque d'être bien difficile à atteindre.

L'approvisionnement stable de la population en denrées alimentaires (sécurité alimentaire) est une condition essentielle à la stabilité socioéconomique et par conséquent un enjeu politique important. Or, pour diverses raisons telles que le manque de capacités des gouvernements à planifier et mettre en œuvre des plans nécessaires, l'inadéquation des infrastructures agricoles, le faible niveau des techniques de production et des systèmes de distribution insuffisants, les pays en développement sont très démunis face aux aléas climatiques et la sécurité alimentaire des habitants est fréquemment menacée.

Cette situation entraîne une détérioration de l'état de santé de la population, provoque la sortie de devises étrangères pour l'importation de denrées alimentaires et accélère la migration vers les villes ainsi que l'abandon de l'agriculture. Ces changements induisent eux-mêmes une aggravation de la pauvreté dans les zones urbaines, facteur d'instabilité sociale et économique.

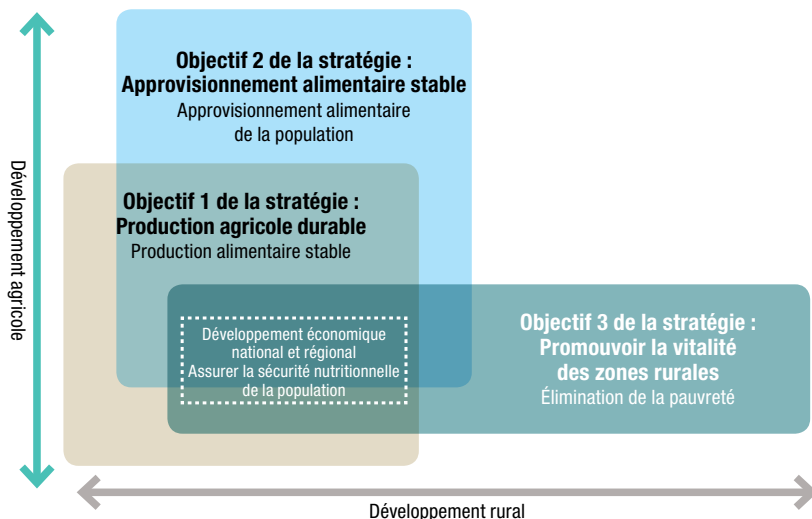
Réduction de la pauvreté rurale

Selon le rapport 2013 de la Banque mondiale, le nombre de personnes vivant dans une situation de pauvreté extrême (avec moins de 1,25 USD par jour) a connu une baisse remarquable au cours des trente dernières années. En 1981, près de la moitié de la population des pays en développement

vivait dans la pauvreté extrême ; cette proportion est tombée à 21 %. Cependant, cette réduction doit beaucoup au développement économique de l'Asie de l'Est et, en valeur absolue, ce sont encore 1,2 milliard d'individus qui vivent dans la pauvreté extrême. Aujourd'hui, un tiers de ces personnes vivent en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, bien que les taux d'autosuffisance pour les principales céréales se soient quelque peu améliorés et que la classe moyenne urbaine soit en pleine expansion en Amérique du Sud et en Asie du Sud, des inégalités subsistent entre les villes et les campagnes. Dans ces régions, il est nécessaire de trouver des moyens de réduire le fossé économique entre les zones urbaines et rurales.

Il a été établi que la croissance induite par l'agriculture est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance tirée par d'autres

Objectifs, philosophie et finalité de l'aide au développement agricole et rural



secteurs. En outre, dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, la part importante de l'agriculture dans le PIB traduit souvent les espoirs placés par la population dans le secteur agricole en tant que source de croissance économique.

● Actions de la JICA

En matière de développement agricole et rural, la coopération de la JICA vise à garantir l'approvisionnement alimentaire stable des populations rurales et urbaines, à réduire la pauvreté dans les communautés rurales et, par ce biais, à stimuler la croissance économique aux niveaux national et régional. Toutes ces activités ont pour but de contribuer à la réalisation des objectifs et cibles des OMD et des ODD.

Dans ce contexte, la JICA a défini trois objectifs spécifiques de coopération :

1. Production agricole durable

Les risques liés à l'approvisionnement alimentaire forment une combinaison complexe de facteurs à court terme et à long terme. Les risques à court terme comprennent les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques et la hausse spéculative qui les accompagne. Les facteurs à long terme sont la forte croissance démographique des pays émergents, l'évolution de la structure de la demande dans ces pays, les restrictions d'accès aux ressources de production, comme l'eau et la terre, la vulnérabilité au changement climatique et enfin la concurrence entre la demande alimentaire et les besoins en biocarburants. Faire face à cette situation nécessite donc avant tout d'identifier la source de chaque problème pour apporter des réponses adaptées à chaque cause et aux circonstances spécifiques à chaque région. La JICA entend parvenir à une production agricole durable afin de répondre à ces divers problèmes.

Dans cette optique, la JICA fournit d'abord une aide pour l'élaboration de politiques agricoles qui intègrent les caractéristiques de l'ensemble

du secteur du pays partenaire. En se basant sur ces politiques, la JICA assure une coopération couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la vente en passant par la distribution. Ses initiatives comprennent l'établissement, la maintenance et la gestion des infrastructures de production agricole telles que les systèmes d'irrigation ; l'amélioration de la fourniture et de l'utilisation des semences, des engrais et d'autre matériel agricole ; et l'introduction et l'utilisation des technologies de production des céréales, du bétail et d'autres produits tout en soutenant le renforcement institutionnel des organisations associées.

De plus, la JICA prend des mesures pour favoriser la résilience de l'agriculture au changement climatique. Cela comprend notamment des activités favorisant une utilisation durable de la terre, le développement et l'étude de technologies appropriées, le développement de l'énergie de biomasse de deuxième génération qui n'entre pas en concurrence avec la production alimentaire ; l'établissement de systèmes de stockage ; l'utilisation de statistiques agricoles et l'introduction d'une assurance contre les intempéries ; et la promotion de l'entrée du secteur privé sur le marché [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Au Myanmar par exemple, des prêts d'APD ont permis le maintien en état de fonctionnement de systèmes d'irrigation permettant d'améliorer la productivité et la rentabilité des activités agricoles. Simultanément, la JICA prépare un ensemble complet de projets de coopération englobant le développement de politiques et de systèmes pour promouvoir l'agriculture irriguée, améliorer les technologies de production des principales cultures par l'irrigation, introduire et utiliser de manière adéquate les machines et équipements agricoles, et faciliter la coopération avec le secteur privé.

Par ailleurs, avec l'augmentation des revenus, les habitants des pays en développement veulent consommer des produits agricoles et d'élevage à forte valeur ajoutée et ils sont plus attentifs aux problèmes liés à la sécurité et à la qualité de leur alimentation. Il convient de répondre également à ces problèmes.

Étude de cas

Éthiopie : Projet de renforcement du développement et de la diffusion des innovations agricoles par des groupes de recherches agricoles (GRA)

Des recherches qui répondent mieux aux besoins des agriculteurs

La JICA a accordé une aide en introduisant l'approche des groupes de recherches agricoles (GRA)*, à travers laquelle des groupes d'agriculteurs participent à des études et au développement de technologies qui leur sont utiles, afin que les résultats de la recherche agricole soient plus directement liés aux activités de production.

Introduction de l'approche des groupes de recherches agricoles

À travers ce projet, la JICA a formé et soutenu des chercheurs agricoles éthiopiens sur l'application de l'approche GRA afin d'assurer que les chercheurs comprennent les besoins des agriculteurs et les technologies qui leur sont utiles, et qu'ils mènent des recherches conformément aux étapes de planification des projets de recherche.

En cinq ans, 1 316 chercheurs ont participé à la formation sur l'approche GRA et 43 projets de recherche ont été menés dans ce cadre, de la planification jusqu'à la rédaction des articles reprenant les résultats.

En Éthiopie, la recherche agricole est parfois menée sans avoir une bonne compréhension des

besoins des agriculteurs. Il n'est pas rare qu'une nouvelle technologie ne soit pas, en réalité, utilisée par les agriculteurs. À travers la promotion de l'approche GRA, la JICA contribue à l'amélioration de la coopération entre les chercheurs et les agriculteurs, ainsi qu'au renforcement global de la productivité agricole en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien reconnaît l'efficacité de l'approche GRA soutenue depuis dix ans par la JICA (en mars 2015), et notamment par le projet précédent. L'importance de l'approche devrait être mentionnée dans le prochain plan national quinquennal de croissance et de transformation. L'approche GRA attire l'attention, et plusieurs départements agricoles d'universités envisagent de commencer des cours sur ce sujet.

Cette approche est également intégrée dans



Un expert de la JICA supervise une recherche dans une exploitation agricole dédiée.

des projets menés par la Banque mondiale en Afrique de l'Est et son adoption par d'autres pays d'Afrique est attendue.

* Une approche de la recherche où les chercheurs travaillent sur les exploitations en coopération avec des groupes d'agriculteurs.

2. Approvisionnement alimentaire stable

Une production durable est la condition d'un approvisionnement alimentaire stable de la population d'un pays. De plus, assurer un approvisionnement stable nécessite l'établissement de politiques sur l'offre et la demande alimentaires nationales qui intègrent la sécurité alimentaire internationale. La création d'un cadre pour les importations et l'utilisation appropriée de l'aide alimentaire sont également nécessaires [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

L'Afrique est le continent affichant la plus forte proportion de population souffrant de malnutrition (35 % des Africains, chiffres de 2011). C'est donc celui où les efforts destinés à accroître la production alimentaire sont les plus nécessaires. La quantité de riz consommée en Afrique progresse rapidement et il est fort probable que la production rizicole connaisse une croissance durable. Cette denrée apparaît donc comme l'une des solutions au manque de sécurité alimentaire du continent.

En collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, la JICA a lancé en mai 2008 une initiative baptisée « Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique » (CARD), qui vise à doubler la production de riz en une décennie, en passant de 14 à 28 millions de tonnes d'ici 2018, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire. Pour atteindre cet objectif, la JICA soutient l'élaboration de stratégies nationales de développement rizicole dans les 23 pays producteurs de riz en Afrique, et apporte une aide pour stimuler la production de riz selon la stratégie fixée dans chaque pays. Pour toute la région de l'Afrique subsaharienne, notamment les pays de la CARD, la production rizicole a augmenté de 59 %, passant de 14 millions de tonnes lors de l'année de référence à 22,23 millions de tonnes en 2013.

3. Promouvoir des communautés rurales dynamiques

Afin que le développement rural soit un facteur de réduction de la pauvreté, il est important de procéder à des changements sociaux et de dynamiser les villages ruraux dans une perspective de développement

des économies agricoles et d'augmentation des moyens d'existence des populations. Parvenir à cet objectif exige d'aller au-delà de la simple hausse de productivité. Il convient par exemple d'améliorer la distribution et la vente des produits alimentaires, de dynamiser le secteur agroalimentaire, de renforcer les mesures de promotion des exportations et d'augmenter les revenus non agricoles en améliorant la gestion agricole.

Il faut également déployer une aide transversale recouvrant plusieurs domaines. Les fonctions administratives locales doivent être renforcées et des infrastructures rurales telles que les routes communautaires et les installations d'approvisionnement en eau potable doivent être construites. La JICA s'emploie également à améliorer le cadre de vie ainsi que le niveau de santé et d'éducation des résidents ruraux. L'aide vise en outre le développement participatif des zones rurales et la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes.

De plus, dans les pays en situation post-conflictuelle, le développement agricole et rural étant souvent une composante clé de l'aide, la JICA accorde la priorité à ces activités.

Pour stimuler le développement rural, la JICA fournit une aide aux institutions administratives locales pour l'élaboration de plans de développement avec la participation des résidents ruraux. La JICA apporte aussi une aide pour l'établissement de systèmes de mise en œuvre permettant à la communauté d'augmenter ses revenus et ses moyens d'existence, ainsi que pour améliorer la transformation, la distribution et la vente de produits agricoles.

Par exemple, dans les projets de coopération technique mis en œuvre au Kenya pour soutenir les moyens de subsistance des petits exploitants, le projet d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP, 2006-2009) et son successeur (SHEP UP, 2010-2015) ont aidé les groupes d'agriculteurs à changer de comportement. Avec l'introduction du concept d'agriculture orientée sur le marché, ils se sont mis à « cultiver pour vendre » au lieu de simplement « cultiver puis vendre ». Suite aux

Étude de cas

Cuba : Projet d'extension et de diffusion des technologies pour la production de semences de riz certifiées dans la zone centrale de Cuba

Soutenir la production et la diffusion de semences de riz certifiées et améliorer l'autosuffisance en riz

Ces dernières années, Cuba a fait de la croissance de la production alimentaire l'une de ses politiques nationales prioritaires, et le gouvernement a, entre autres mesures, accordé à des agriculteurs privés l'autorisation de cultiver des terres inutilisées. À travers sa coopération, depuis plus de dix ans, la JICA contribue à augmenter la production de riz, un aliment de base pour les Cubains.

Une aide continue pour améliorer l'autosuffisance en riz

Le riz est une denrée alimentaire de base à Cuba, comme au Japon, mais son taux d'autosuffisance est faible, à 36 % (estimation de 2009). L'amélioration de la production et du taux d'autosuffisance du riz figure parmi les politiques importantes du gouvernement cubain. La JICA travaille sur le développement d'ingénieurs agronomes cubains avec une technique permettant une forte productivité du riz, à travers des activités telles que des formations au Japon, l'envoi d'experts à Cuba, la formulation d'un plan de développement et des projets de coopération technique depuis plus de dix ans (dès 2003).

La qualité des semences utilisées pour la

riziculture à Cuba était faible, ce qui constituait un obstacle à une meilleure production. En réponse, le gouvernement cubain a fourni des terres inutilisées à des agriculteurs privés pour grossir les rangs des riziculteurs et étendre les zones de culture, tout en développant la production de semences de haute qualité pour améliorer la productivité. Ce projet, commencé en 2012, a soutenu les efforts du gouvernement cubain et assuré une coopération technique pour améliorer les techniques de culture des semences certifiées et établir un système de vulgarisation.

Le projet a formé 68 vulgarisateurs, 112 producteurs de semences et 32 inspecteurs de semences en novembre 2014. Grâce aux initiatives fortes du

gouvernement cubain et aux efforts importants de la population cubaine, la production de semences certifiées, qui était de 130 tonnes en 2009, a dépassé les 9 000 tonnes, bien au-delà de la cible du projet qui était de 2 000 tonnes. La demande nationale de semences de riz certifiées devrait continuer de croître. La JICA continue de soutenir le renforcement de la production de semences de riz.

À l'avenir, le cadre de vulgarisation agricole établi par le projet à titre d'essai devrait être étendu à tout le pays et les techniques de production de semences seront appliquées sur tout le territoire, et non seulement dans les cinq provinces de la zone centrale de Cuba.



Formation sur la sélection d'échantillons de semence dans une rizière.



Des agriculteurs mènent leur propre étude de marché au Kenya.

diverses activités menées dans le cadre de l'approche SHEP pour inciter les agriculteurs à gérer par eux-mêmes des cultures orientées sur le marché, les revenus horticoles des ménages cibles des projets ont augmenté. L'efficacité de l'approche SHEP a été reconnue par d'autres donateurs, notamment l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et le premier ministre japonais Shinzo Abe l'a érigé en exemple lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) en 2013. En réponse, la JICA met l'accent sur l'approche SHEP dans d'autres pays d'Afrique, en juin 2015, cette approche était utilisée dans 18 pays. Simultanément, la troisième phase du projet SHEP (SHEP PLUS, 2015–2020) a commencé au Kenya en mars 2015. SHEP PLUS vise à établir des mécanismes de mise en œuvre pour continuer à promouvoir l'approche SHEP au Kenya, où un processus de transfert des responsabilités est en cours, en intégrant les enseignements tirés de l'aide apportée à d'autres pays d'Afrique.

Pêche

● Situation générale

Les produits de la pêche provenant des océans, des lacs et des cours d'eau constituent une ressource alimentaire importante pour les habitants des pays en développement. Selon la FAO, les produits halieutiques fournissent à ces populations 20 % de leurs apports en protéines animales et ils constituent souvent l'une des seules sources de protéines abordables. Par ailleurs, le secteur de la pêche joue un rôle précieux, car il fournit un moyen de subsistance aux personnes vulnérables, comme les femmes chefs de famille ou les personnes ne disposant pas de moyens de production. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits halieutiques est de 54 % en valeur et de 60 % en volume (estimation en poids de poisson vif en 2012). Ces taux ont augmenté au cours des dix dernières années, ce qui montre le rôle crucial du secteur pour l'économie de ces pays.

La production halieutique et aquacole mondiale était de 158 millions de tonnes en 2012. Cependant, la production des pêches de capture marines a atteint un sommet dans les années 1990 et, depuis lors, ces ressources seraient sur le point d'être pleinement exploitées. Ces dernières années, face à la stagnation de la pêche de capture, la production aquacole n'a

cessé d'augmenter et elle représente aujourd'hui près de 40 % de la production halieutique totale.

Même dans les pays en développement, le déclin des ressources halieutiques est manifeste, probablement à cause de la surpêche et de la destruction de l'environnement naturel et des écosystèmes. Cependant, les pratiques de bonne gestion des ressources halieutiques sont encore peu appliquées par les pêcheurs. Ces derniers sont souvent privés de moyens d'existence alternatifs et ils ont donc une forte tendance à favoriser le profit immédiat plutôt que les bénéfices durables à long terme. Ainsi, la gestion efficace des ressources halieutiques acceptable par une majorité de pêcheurs constitue un défi clé pour ces pays.

● Actions de la JICA

Comme cela a été mentionné précédemment, la mauvaise gestion des pêches et la détérioration de l'environnement, qui entraînent la perte de précieuses ressources halieutiques, sont des problèmes majeurs du secteur de la pêche.

Les villages de pêcheurs, souvent situés dans des zones rurales marginalisées, doivent également faire face à un grand nombre de problèmes sociaux, notamment une pauvreté chronique. Il est donc fondamental de s'attaquer aux problèmes de la gestion de la pêche dans le cadre plus large du « développement des communautés (villages) de pêcheurs », qui intègre les autres aspects pertinents de la subsistance des pêcheurs.

La coopération de la JICA dans le secteur de la pêche vise trois grands objectifs : (1) assurer l'approvisionnement alimentaire stable des populations locales, (2) éliminer la malnutrition en garantissant des apports alimentaires appropriés, et (3) réduire la pauvreté en fournissant aux pauvres des moyens de subsistance. Une gestion adaptée des ressources halieutiques constitue une bonne base pour réaliser ces objectifs et elle est essentielle au développement des villages de pêcheurs. Les trois piliers de la coopération de la JICA sont les suivants :

1. Dynamisation des communautés de pêche locales

Pour réduire la pauvreté chronique et autonomiser les communautés de pêche, il convient d'adopter une approche globale. Les efforts pour promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques seraient plus efficaces s'ils étaient complétés par des activités visant à stabiliser les moyens de subsistance des communautés. Cela comprend la promotion d'activités rémunératrices alternatives, comme l'agriculture, et la fourniture de services de santé et d'éducation, ainsi que d'autres programmes de développement social.

La JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures de pêche, telles que la construction de marchés de poisson, qui favorisent une commercialisation efficace du poisson ainsi que les actions collectives des membres des communautés. La JICA s'attache également à améliorer les capacités des organisations de pêcheurs ainsi que les activités des groupements féminins pour la transformation et la commercialisation du poisson.

2. Stabilité de l'approvisionnement alimentaire (utilisation efficace des ressources halieutiques)

Dans plusieurs pays en développement, les problèmes de sécurité alimentaire s'aggravent, principalement à cause de la croissance démographique. Cette situation exerce inévitablement une pression supplémentaire sur les ressources halieutiques. Afin d'assurer un

approvisionnement stable en poisson tout en évitant la surexploitation des ressources, le secteur de la pêche doit rapidement passer de la capture à l'aquaculture. En réponse à ces besoins, la JICA concentre ses efforts sur l'aquaculture [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. Pour promouvoir l'aquaculture dans les zones rurales, la JICA adopte une approche unique de « formation d'exploitant à exploitant ». De plus, la JICA soutient le développement des ressources humaines dans l'aquaculture en ciblant les chercheurs, les techniciens et les vulgarisateurs.

Les poissons et les produits halieutiques sont hautement périssables. Dans les pays en développement, où les infrastructures de distribution sont insuffisamment développées, les pertes postérieures à la capture constituent un problème. La JICA s'emploie à améliorer les installations liées au débarquement, à la distribution et à la vente du poisson pour un meilleur contrôle de la qualité et de l'hygiène. Ces efforts sont complétés par une assistance technique pour la transformation et la conservation du poisson.

3. Conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques

Les ressources halieutiques ont la capacité de se reproduire si elles sont correctement gérées. Consciente que les approches descendantes adoptées par les gouvernements ne sont probablement pas en mesure de promouvoir la bonne gestion des ressources halieutiques, la JICA privilégie une approche de cogestion qui intègre la sensibilisation et le renforcement des capacités des groupes de pêcheurs et qui encourage les mécanismes de collaboration parmi les acteurs clés.

La JICA met également l'accent sur le renforcement des capacités des administrations compétentes pour créer des cadres politiques adéquats et mettre en œuvre les mesures décidées. La collecte de données scientifiques en appui à la prise de décision et l'aide aux initiatives régionales vont dans le même sens. Avec la participation des pêcheurs locaux, la JICA s'attache à protéger et restaurer l'habitat essentiel des écosystèmes terrestres et marins, tels que les herbiers marins.

Étude de cas

Thaïlande : Projet de développement des technologies aquacoles pour la sécurité et la sûreté alimentaire pour la prochaine génération

Arrêter la propagation des infections dans les élevages de crevettes

La Thaïlande figure parmi les huit plus grands producteurs mondiaux de produits aquacoles, et notamment de crevettes. La JICA, en coopération avec l'Agence japonaise pour les sciences et la technologie (JST), développe des techniques d'aquaculture qui réduisent les risques d'infection ainsi que des techniques d'élevage pour promouvoir la sécurité et l'industrialisation des produits aquacoles.

Vers une réduction des risques liés à la production et l'établissement d'un nouveau système aquacole

La production aquacole fait l'objet de fortes attentes pour nourrir la population mondiale en pleine expansion. Cependant, les aquaculteurs des pays en développement font face à une conjoncture difficile et n'ont pas d'autres choix que de prendre des risques importants, notamment au regard des infections qui touchent les poissons et les coquillages. Par ailleurs, le secteur devrait manquer de main-d'œuvre à cause des faibles revenus qu'il offre à ses travailleurs.

En particulier, les maladies infectieuses des poissons et des coquillages ont de graves conséquences sur la production aquacole. En Thaïlande, par exemple, la production de crevettes a fortement chuté de 600 000 tonnes en 2011, à 280 000 tonnes en 2013 à cause d'une maladie appelée « syndrome de mortalité précoce (SMP) ». Le prix des crevettes a explosé au Japon à la fin de l'année 2013, et certains restaurants ont même cessé de les servir.

Ce projet a réussi à établir une méthode pour diagnostiquer le SMP avec 100 % de certitude au bout de sa troisième année. Un service technique sur cette méthode de diagnostic est déjà proposé aux exploitants par le département de la pêche du ministère thaïlandais de l'Agriculture et des coopératives. De plus, des recherches conjointes sur une méthode de lutte contre le SMP sont prévues avec l'Université de Tokyo des sciences et des technologies marines, des entreprises pharmaceutiques, le département thaïlandais de la pêche et l'Agence

thaïlandaise de développement de la recherche agricole. La recherche devrait diffuser les résultats du projet et largement bénéficier à la société.

Le projet vise également l'établissement d'un « système aquacole global » couvrant toutes les étapes de la production à la vente. Les produits cibles sont les mérus, les bars et les crevettes tigrées, très demandés sur le marché. Le projet prévoit de développer les technologies de demain pour augmenter la production alimentaire et promouvoir l'industrialisation dans divers domaines, comme la sélection moléculaire, les stocks de reproducteurs de substitution, l'immunisation et les vaccins, le développement d'alternatives alimentaires et l'établissement de protocoles de sécurité alimentaire

plus strictes pour les fruits de mer à travers des recherches conjointes avec des institutions en Thaïlande.

Un tel investissement dans les projets d'aquaculture nécessite une connaissance approfondie des technologies scientifiques par le personnel gouvernemental. C'est pourquoi, la JICA a sélectionné ce projet pour un partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS). En coopération avec l'Université de Tokyo des sciences et des technologies marines, le Centre international japonais de recherche en agronomie, l'Institut national de recherche sur les sciences halieutiques et des instituts de recherche en Thaïlande, la JICA travaille sur l'établissement d'un nouveau système aquacole. Les résultats du projet de recherche devraient être diffusés et contribuer à une augmentation de la production et à une dynamisation de l'industrie alimentaire, non seulement en Thaïlande, mais dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est.



Un expert de la JICA donne une formation sur la vérification des échantillons.